



# 19 Avril : pour la reconquête du progrès social !

## Soyons toutes et tous ensemble en grève et dans les manifestations du département !

Face à l'offensive antisociale tous azimuts du Président Macron et de son gouvernement, au service exclusif du patronat, des grands groupes et de la finance, la jeunesse, les salarié·es du privé comme du public, les retraité·es refusent ces politiques et se mobilisent. Ainsi :

- Les personnels des hôpitaux et des EHPAD se mobilisent pour obtenir des effectifs supplémentaires, l'amélioration des conditions de travail et de prise en charge des patient·es, pour arrêter les fermetures de lits et de services, engendrée par l'asphyxie budgétaire et les Groupements Hospitaliers de Territoire, comme à l'hôpital de Châteaudun concernant l'avenir de la maternité ou régionalement contre le plan régional santé.
- Les personnels de chez Carrefour se mobilisent par la grève contre les 2400 licenciements annoncés, les fermetures de magasins et pour l'augmentation des salaires quand, dans le même temps, les actionnaires du groupe empochent 500 millions d'euros et de dividendes.
- Les agent·es de la fonction publique se mobilisent pour exiger la fin du gel des salaires et le développement des services publics par la création d'emplois statutaires.
- Les retraité·es agissent massivement contre le racket engendré par la hausse de la CSG et pour l'augmentation des pensions.
- Les étudiant·es, les enseignant·es et les personnels de l'éducation et de l'enseignement supérieur manifestent pour le droit aux études et pour défendre les diplômes nationaux contre la sélection généralisée à l'université et la livraison en pâture de la jeunesse au patronat par la généralisation des blocs de compétences et de l'apprentissage pour la voie professionnelle initiale.
- Les agent·es d'EDF-GDF sont également mobilisés pour la reconquête d'un service public de l'énergie répondant à l'intérêt général.
- Les cheminot·es sont massivement en grève contre la casse du service public ferroviaire et pour l'amélioration du service rendu aux usager·es.

Face à cette situation, le Président Macron tente de contourner l'obstacle en expliquant avec cynisme que les « nantis » de retraité·es peuvent bien faire preuve de solidarité ou que ces luttes sont le fruit de prétendus privilégié·es qui défendent des intérêts particuliers.

En réalité, toutes ces luttes concourent à la défense de l'intérêt général et sont toutes confrontées à une seule et même logique.

⇒ Elles répondent toutes à l'avalanche de mesures gouvernementales qui cassent une par une les garanties collectives (Code du Travail, conventions collectives, statuts, retraites et sécurité sociale) et les services publics.

⇒ Elles sont la riposte à des mesures prises brutalement contre l'immense majorité de la population, salarié·es, retraité·es, jeunes, étudiant·es, privé·es d'emploi, au profit exclusif du patronat, du CAC 40 et des riches.

⇒ Elles sont toutes confrontées à un Président et un gouvernement qui parlent de « dialogue social » mais utilise la matraque des ordonnances, organisent une campagne calomnieuse et mensongère contre les cheminot·es et contre le droit de grève, piétinent tout ce qui est social et solidaire.

**Cette offensive globale contre l'ensemble des droits et acquis des salarié·es s'inscrit dans une volonté de construire une société où le libéralisme effréné et le fric seraient rois, où toute l'activité serait source de profits, en réponse aux vieilles revendications d'un patronat revancharde, qui n'a jamais admis les conquêtes sociales qu'il a été obligé de concéder sous la pression des luttes au fil de notre histoire.**

En effet, ce qui a permis à notre société d'évoluer, d'améliorer les conditions de vie et de travail des salarié·es, des retraité·es, de la jeunesse, ce n'est pas la générosité bienveillante du patronat mais tous les conquits sociaux que les salarié·es ont obtenus par leur mobilisations tels que les congés payés, la sécurité sociale, la fonction publique et les services publics, les augmentations de salaires, etc.

Aujourd'hui encore, il n'y a aucune raison ni fatalité de sacrifier l'avenir de la jeunesse, de soumettre les salarié-es à la précarité généralisée et aux conditions de travail dégradées, de condamner les retraité-es à la misère. Plus que jamais, les richesses créées par le travail n'ont été aussi importantes pour renforcer les droits et garanties collectives des salarié-es.

- ⇒ alors que les salaires et retraites stagnent, voire reculent, en 20 ans le montant total des 10 plus grandes fortunes françaises a été multiplié par 12 et celle des 500 par 7. Bernard Arnault, président de LVMH, gagne 770 € par seconde.
- ⇒ De 2013 à 2016, plus de 62 milliards d'argent public ont été versés au titre du CICE aux entreprises, aux groupes qui continuent à saccager l'emploi.
- ⇒ Dans la même logique, plus de 200 milliards d'euros de nos impôts sont déversés allègrement aux entreprises, au nom de l'emploi, sous forme d'exonérations sociales et fiscales, qui ne servent en fait qu'à faire grossir les profits.
- ⇒ En 2017, les entreprises du CAC 40 ont versé 44 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires.
- ⇒ La fraude et l'évasion fiscales sont évaluées à plus de 70 milliards d'euros chaque année.



Ce sont les mêmes qui nous expliquent que les salarié-es, les retraité-es, les privé-es d'emploi et la jeunesse doivent faire des sacrifices.

**Il est possible de stopper Macron et de reconquérir le progrès social par l'élévation du rapport de force, l'élargissement et la mise en convergence des mobilisations. Parce que nul n'est épargné par cette casse sociale, parce que personne ne se battra à la place de personne, parce qu'on ne s'en sortira pas les uns à côté des autres ou les uns après les autres, il est indispensable d'agir toutes et tous ensemble pour imposer d'autres choix. Comme il y a 50 ans, c'est par la généralisation des luttes revendicatives sur chaque lieu de travail et de vie, par le blocage des productions et des services, le blocage de l'économie, que nous pouvons gagner :**

- ☞ **une véritable augmentation des salaires, retraites et minima sociaux.**
- ☞ **Le développement de l'emploi stable et qualifié à temps plein, en CDI dans le privé, sous statut dans le public.**
- ☞ **La reconquête de véritable services publics de proximité, de qualité, accessibles à toutes et tous.**
- ☞ **La reconquête d'une véritable sécurité sociale solidaire, financée par les richesses créées par le travail à travers les cotisations sociales, pour une couverture à 100 % de l'ensemble des risques de la naissance à la mort.**

Afin de construire ce rapport de force, l'Union Départementale des syndicats CGT de l'Eure et Loir, dans le cadre de la journée nationale interprofessionnelle de grève et de manifestations, appelle l'ensemble des salarié-es, des retraité-es, des privé-es d'emploi, de la jeunesse à se mobiliser sous toutes les formes possibles (grève, de brayages, etc.) et à participer à la :

**MANIFESTATION  
JEUDI 19 AVRIL 2018 A 14 H. 30  
PLACE DES HALLES A CHARTRES**

**Toutes et tous ensemble, unis, solidaires et déterminés dans l'action,  
nous pouvons reconquérir le progrès social.**